



DOCUMENT DE PLAIDOYER



LE TRAVAIL DE SOINS ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LE CADRE DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Photo: Cette photo dont l'auteur ou l'auteure est inconnu est sous licence CC BY

LE CONTEXTE

Le rythme sans précédent du changement climatique a déclenché une mobilisation mondiale autour de ce qui est désormais perçu comme une crise imminente. Afin de relever le défi, les rencontres et les engagements se succèdent à l'échelle internationale. En Afrique de l'Ouest, les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les organisations de base et les communautés relèvent le défi avec ingéniosité en vue de trouver des solutions durables et inclusives. Une approche inclusive est nécessaire afin que des solutions et des innovations locales émergent et se développent, en particulier dans le contexte de la nature interdépendante des défis auxquels les femmes sont confrontées, lorsqu'il s'agit de s'occuper de leur famille et de participer au marché du travail.

LE LIEN ENTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉNUMÉRÉ : MESSAGES CLÉS

MESSAGE 1 : Dans les décennies à venir, le nombre d'occasions pour les femmes dans l'économie verte augmentera rapidement. Toutefois, les responsabilités de soins non rémunérées des femmes constituent l'un des principaux obstacles qui les empêchent de profiter pleinement de ces emplois.

La transition vers l'économie verte créera quelque 24 millions de nouveaux emplois dans le monde entier au cours des 20 prochaines années, y compris en Afrique subsaharienne¹. Ces occasions pour les femmes dans l'économie verte se trouvent principalement dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, du tourisme, de la gestion des déchets, des transports, de l'énergie et de la construction. Cependant, les femmes sont sous-représentées dans les secteurs clés qui offriront des emplois verts de haut niveau², en raison d'obstacles structurels comme les soins non rémunérés. Sur le continent, les femmes consacrent 3,4 fois plus de temps que les hommes aux activités de soins non rémunérés (cuisine, nettoyage, recherche d'eau et de bois, soins aux enfants et aux personnes âgées au sein des ménages ou des communautés)³. Les inégalités structurelles persistantes relatives aux normes sociales et au rôle des femmes dans la société et l'économie continueront d'imposer aux femmes une part disproportionnée du travail de soins non rémunéré, limitant ainsi leur participation à l'économie. Malgré les difficultés liées au manque de temps et au caractère pénible des activités domestiques, les femmes s'efforcent de saisir les nouvelles occasions offertes par une économie à faible émission de carbone. Afin d'égaliser les chances d'une

économie verte sensible au genre, il convient de mettre en œuvre des politiques, des programmes, des infrastructures et des investissements visant à reconnaître, à réduire et à redistribuer les responsabilités de soins non rémunérées en matière de soins.

MESSAGE 2 : Investir dans le développement du secteur des services de soins en Afrique de l'Ouest est une solution gagnant-gagnant pour les femmes et l'action climatique.

Le développement des services de soins pourrait créer de nombreux emplois verts, dont la majorité serait occupée par des femmes, tout en offrant des solutions afin de réduire les soins non rémunérés prodigués par les femmes dans la région. Si l'on élargit la notion d'économie verte aux emplois qui ne nuisent pas à l'environnement ou qui produisent peu d'émissions, la plupart des emplois dans le secteur des services de soins (fourniture de services ménagers rémunérés tels que les courses, le nettoyage, les soins aux enfants et aux personnes âgées) entreraient dans la catégorie des emplois verts. L'élargissement de la définition pourrait conduire à des investissements publics importants dans le secteur des soins, dans le cadre des stratégies de transition écologique. Cela pourrait créer de nombreux emplois verts de qualité pour lesquels les femmes sont extrêmement bien placées – 80 % des travailleuses et travailleurs domestiques en Afrique sont des femmes. Cela aurait également des effets multiplicateurs en augmentant l'accès d'autres femmes au marché du travail, étant donné que l'accès aux services de soins (afin de soulager les responsabilités de soins non rémunérés) est un déterminant important de la participation des femmes au marché du travail. Par exemple, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), l'absence d'un juste équilibre adéquat entre vie professionnelle et vie privée, de solutions de garde et de mesures de travail souples est un obstacle majeur à la rétention des femmes dans l'industrie

de l'énergie éolienne. ONU Femmes estime que les investissements visant à mettre en place des services de garde d'enfants gratuits et universels pourraient générer 0,9 million d'emplois au Sénégal, 1,2 million en Côte d'Ivoire et 17 millions au Nigeria. L'étude montre également que la plupart des emplois seraient destinés aux femmes, ce qui réduirait l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi de 7 points de pourcentage dans certains pays⁴.

MESSAGE 3 : Les femmes en milieu local sont en première ligne de la lutte contre le changement climatique dans toute l'Afrique, alors que le changement climatique aggrave le temps que les femmes consacrent aux soins non rémunérés. Des technologies et des infrastructures économes en temps et en énergie sont essentielles afin d'aider les femmes à contribuer pleinement à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation de ses effets, ainsi qu'à réduire la charge de soins non rémunéré qui pèse sur elles.

APPEL À L'ACTION

Adopter des politiques publiques appropriées pour garantir que les femmes obtiennent une part équitable des emplois verts.

Les politiques publiques devraient contribuer à éliminer la discrimination fondée sur le genre dans le droit et les pratiques commerciales (en particulier, l'accès à la terre et les pratiques en matière de prêts) et s'attaquer aux manifestations et aux conséquences des normes sociales discriminatoires – par exemple, par des politiques qui reconnaissent, réduisent et redistribuent les responsabilités des femmes en matière de soins non rémunérés ou qui s'attaquent à la ségrégation entre les genres sur le marché du travail.

Trouver un juste équilibre entre les responsabilités des hommes et des femmes en matière de soins.

La lutte contre les inégalités dans la répartition des soins non rémunérés peut avoir des répercussions importantes sur la possibilité pour les femmes d'occuper des emplois rémunérés, y compris dans l'économie verte. Les gouvernements devraient investir dans le développement des services de soins, dans les infrastructures et dans la mise en œuvre de politiques visant à reconnaître, réduire et redistribuer les soins non rémunérés. L'accent mis sur la reconnaissance et la visibilité du travail non rémunéré des femmes est particulièrement important en Afrique de l'Ouest, où une grande partie du travail de soins est de nature informelle. La modification des normes sociales par l'éducation et la communication et l'implication des hommes et des garçons sont des moyens importants en vue de faire évoluer la situation dans ce domaine à moyen terme.

Soutenir le développement du secteur privé dans le domaine des soins afin de développer des solutions prometteuses.

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions du monde les plus dynamiques en matière d'entrepreneuriat, y compris d'entrepreneuriat féminin. Dans

Les effets du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des catastrophes sont inégalement ressentis par les hommes et les femmes en Afrique de l'Ouest. Le changement climatique augmente le temps que les femmes consacrent à la collecte de bois et d'eau en raison de la déforestation et de la dégradation des sols, ainsi que de la fréquence et de l'intensité des sécheresses et des vagues de chaleur. Dans le même temps, les femmes et les filles jouent un rôle important dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans la région grâce à leur activité dans les systèmes alimentaires et agricoles et à la gestion des ressources naturelles. En proposant aux femmes des solutions adaptées permettant de gagner du temps et de réduire la charge de travail, tout en étant résilientes face au changement climatique, on répond non seulement à l'urgence climatique, mais on réduit également de manière considérable le travail de soins non rémunéré des femmes. Au fil des ans, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada et ONU Femmes ont soutenu plusieurs initiatives de recherche, des programmes novateurs et des solutions politiques dans la région dans ce domaine.

plusieurs pays de la région, les politiques publiques soutiennent déjà l'entrepreneuriat. Dans ces pays, l'État peut jouer un rôle de catalyseur afin de soutenir le développement du secteur privé dans le domaine des soins, ce qui aurait pour avantage supplémentaire de réduire les écarts entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, étant donné qu'une grande partie des emplois générés seraient occupés par des femmes et que l'expansion des services de garde d'enfants stimulerait l'emploi de ces dernières. Un moyen de stimuler cette évolution serait de mettre en place un cadre intégré avec des programmes de formation et d'incubation pour les femmes entrepreneures et les entreprises qui soutiennent les femmes dans le secteur des soins, afin de renforcer leurs capacités et d'accroître leur potentiel d'attirer des financements en vue de développer leurs solutions en matière de soins.

Améliorer l'accès aux équipements permettant de gagner du temps ainsi qu'à d'autres solutions permettant de réduire la charge de travail, en particulier pour les femmes situées au bas de l'échelle.

Les femmes et les filles pauvres des zones rurales et urbaines consacrent beaucoup plus de temps aux soins non rémunérés, car elles ont moins de chances d'avoir accès à des équipements permettant de gagner du temps et à des infrastructures de base. La fourniture et l'accès à une électricité domestique propre, fiable et abordable, ainsi qu'à de l'eau potable et à des services d'assainissement sont essentiels. En outre, il est impératif d'élargir l'accès aux solutions permettant de réduire la charge de travail, comme la réfrigération, les moulins à grains, les machines à laver, les cuisinières électriques, les moulins à eau, etc., afin de réduire le temps consacré aux travaux domestiques et de libérer du temps pour l'éducation, les loisirs ou les activités génératrices de revenus.

LES TRAVAUX DU CRDI ET D'ONU FEMMES SUR LES EMPLOIS VERTS ET L'ÉCONOMIE DES SOINS

Le CRDI s'associe au Fonds de développement économique Soros de l'Open Society Foundations, à ONU Femmes et à l'organisme d'Afrique du Sud Harambee, entre autres, afin de générer des connaissances et des données probantes en vue d'accroître les investissements dans les entreprises qui offrent des solutions en matière de soins et de travail domestique. Grâce à l'analyse des marchés locaux et aux études de cas, aux analyses d'impact, à l'incubation et à l'accélération de l'investissement des entreprises de l'économie des soins, à la recherche sur les cadres réglementaires et les politiques, et aux dialogues entre l'industrie et la politique, les partenariats cherchent à trouver des solutions durables à la crise mondiale des soins.

Dans la région, dans le cadre du soutien du CRDI, les retombées suivantes sont observées :

- Au Sénégal et en Guinée, de plus en plus de femmes gagnent leur vie en cultivant des fleurs et des cultures commerciales à l'aide de petits systèmes d'irrigation alimentés par l'énergie solaire.
- Au Bénin, les femmes abandonnent le bois de chauffage au profit de la technologie de cuisson solaire pour la production de sel et le fumage du poisson. Grâce à cette nouvelle technologie, les femmes contribuent à prévenir l'extinction de l'écosystème de la mangrove, génèrent un revenu et gagnent du temps.
- Au Cameroun, la mobilisation des femmes et des groupes minoritaires à l'égard de la restauration des terres contribue à l'engagement du pays à restaurer 12 millions d'hectares de terres dégradées dans ses zones agroécologiques dans le cadre de **l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains** (AFR100) conformément au **Défi de Bonn**.
- Au Rwanda, les ménages adoptent des fourneaux de cuisine propres et économes en énergie afin de gagner du temps et permettre aux femmes de se consacrer à des activités génératrices de revenus. Les fourneaux font partie du projet **Évaluer l'impact des programmes participatifs holistiques sur la redistribution du travail de soins non rémunéré chez les femmes au Rwanda**, soutenu par l'initiative Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) en Afrique de l'Est.
- Dans toute l'Afrique, une initiative mixte d'incubation et de mentorat renforce les capacités des femmes et des jeunes qui innovent et font preuve d'entrepreneuriat **dans les secteurs verts**, avec un soutien personnalisé, un mentorat et des subventions de démarrage afin de commercialiser leurs innovations et de les mettre à l'échelle.

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, ONU Femmes aide les gouvernements et les institutions régionales à intégrer la dimension de genre dans les politiques relatives à l'économie verte et à élaborer des approches innovantes et sensibles au genre afin d'améliorer l'accès des femmes des milieux ruraux à des services de microassurance (assurance récolte) et à d'autres services financiers adaptés.

ONU Femmes travaille à la reconnaissance, à la réduction et à la redistribution du travail de soins non rémunéré des femmes en soutenant le développement de solutions, de politiques et d'investissements adaptés aux besoins des femmes en matière de soins non rémunérés. Ces solutions sont conçues et adaptées à la réalité des pays d'Afrique de l'Ouest, car beaucoup des solutions existantes ne sont pas adaptées aux pays avec un niveau d'informalité élevé et où la marge de manœuvre fiscale est faible.

Comme indiqué précédemment, les tâches de soins non rémunérées limitent les possibilités des femmes de participer au marché du travail et de saisir les occasions offertes par les emplois verts. Dans le même temps, les changements climatiques en cours compliquent la vie des femmes des milieux ruraux travaillant dans le secteur agricole. ONU Femmes aide les femmes des milieux ruraux à réduire le temps qu'elles consacrent aux soins non rémunérés en leur fournissant des équipements qui leur permettent de gagner du temps, en intégrant des investissements et des infrastructures de base dans les plans de développement locaux et en leur donnant accès à une assurance maladie pour elles-mêmes et pour leur famille, afin d'amortir les chocs relatifs aux soins.

- Au Sénégal, ONU Femmes aide plus de 5 000 agricultrices de milieux ruraux à accéder à des technologies permettant de gagner du temps pour un usage productif et domestique (mini décortiqueuses solaires, moulins à mil solaires, plateformes multifonctionnelles), et 7 000 femmes de milieux ruraux à accéder à des fourneaux de cuisine améliorés. Ces fourneaux permettent de réduire les coûts de combustible, de diminuer l'utilisation de bois de chauffage, de réduire les émissions de carbone et de diminuer la responsabilité des femmes en matière de soins non rémunérés.
- Au Mali, le projet CEMALI d'ONU Femmes soutient la participation des femmes à la chaîne de valeur de la biomasse par la formation à la production de foyers améliorés et de combustibles durables (500 femmes formées, 150 000 foyers améliorés fabriqués, 119 tonnes de briquettes de charbon de bois durables fabriquées), des activités de reboisement, la gestion de pépinières, la formation à des techniques de carbonisation améliorées et efficaces et la mise en place de mécanismes de gestion forestière dirigés par des femmes.



Photo: ONU Femmes Senegal

NOTES

- 1 ONU Femmes et la Banque africaine de développement, 2021, Des emplois verts pour les femmes en Afrique, [lien](#).
- 2 Les emplois verts de haut niveau comprennent l'énergie (en particulier éolienne et solaire), les transports, la construction et certains créneaux de services (p. ex. les conseils en matière d'environnement). Voir ONU Femmes et la Banque africaine de développement, 2021. « [Des emplois verts pour les femmes en Afrique](#) »
- 3 DAES de l'ONU, Les femmes dans le monde, 2020 : des chiffres et des idées.
- 4 ONU Femmes et la Banque africaine de développement, 2021, Des emplois verts pour les femmes en Afrique, [lien](#).
UN Women, 2021, Investing in Free Universal Childcare in Sub-Saharan Africa: Côte d'Ivoire, Nigeria, Rwanda, Senegal and the United Republic of Tanzania: Estimating spending requirements, gendered employment effects and fiscal revenue.



IDRC · CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international



Canada 